

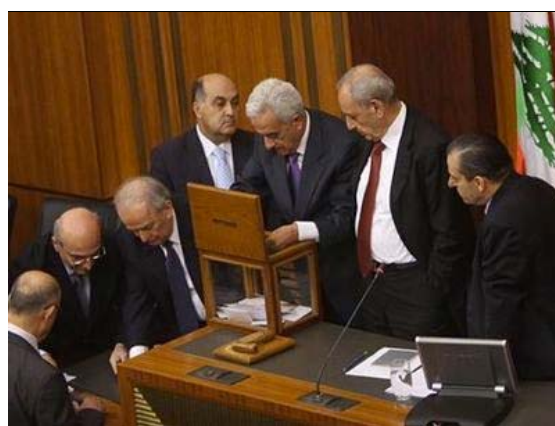
« TENDANCES DE L'ORIENT »

Liban : pas de salut sans véritables réformes

par Pierre Khalaf

PARTENAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 13 MAI 2014

ENGLISH



Pas de salut sans véritables réformes

Par Ghaleb Kandil

Ceux qui refusent toute réforme démocratique du système politique libanais poléminent au sujet de la pertinence de l'organisation d'une constituante. Ils rejoignent, de la sorte, les défenseurs de la formule figée issue de l'accord de Taëf, à laquelle s'est greffée une foule de faits accomplis imposés par l'ère haririenne, ainsi que ceux qui soutiennent la formule actuelle, qui encourage les ingérences étrangères dans les affaires internes libanaises.

Pourtant, l'idée du référendum et de l'élection du président de la République au suffrage universel est une proposition pratique susceptible de briser la polarisation au Parlement, dont les délicats équilibres conduisent à deux scénarios : le premier est la

conclusion d'une entente sur l'élection d'un président centriste, qui voit l'émergence, le plus souvent, d'un président faisant primer ses liens avec les pays occidentaux et les États arabes du Golfe sur les intérêts supérieurs de la nation. Ce type de président est, par conséquent, condamné à gérer la crise, ce qui retarde les solutions radicales aux problèmes politiques, économiques et sociaux auxquels le Liban est confronté. Le deuxième scénario est d'attendre des compromis régionaux et internationaux qui permettraient l'élection d'un président, issu des rapports de force ambiants, comme ce fut le cas après les guerres de 1958 et 1975, et après l'accord de Taëf.

S'en remettre à la volonté populaire est l'expression la plus vivante de la démocratie, et l'élection par le peuple du président de la République serait suivie d'un renforcement des prérogatives du chef de l'État et d'un rééquilibrage du pouvoir exécutif.

La formation de la commission supérieure pour l'abolition du confessionnalisme, stipulée par la Constitution, et l'application de la proportionnelle dans la loi électorale, sont deux réformes bloquées par la paralysie du Parlement, à cause des équilibres en son sein.

En outre, les réformes mettant un terme à la dictature du capitalisme sauvage et effaçant les séquelles du haririsme sont un besoin dont l'urgence est apparue avec les débats qui ont accompagné le débat sur la grille des salaires dans le secteur public.

Depuis l'**accord de Taëf**, les voix appelant à un nouveau contrat social s'élèvent réclamer l'arrêt du processus de destruction des classes moyennes. Mais aucune mesure pratique n'a été prise dans ce sens.

L'organisation d'une constituante est la seule voie pour mettre en œuvre des réformes constitutionnelles, politiques, économiques et sociales radicales, nécessaires pour assurer une stabilité durable dans le pays. De telles réformes renforceraient la place du Liban dans les équations régionales et internationales, en prenant pour base l'intérêt supérieur de la nation. Elles permettraient, enfin, de confirmer le choix de la résistance au Liban, remis en cause par les pressions occidentales et des États du Golfe.

Déclarations et prises de positions

Sleiman Frangié, chef du Courant des Marada

« Je suis contre la vacance à la tête de la République. Le président Amine Gemayel est optimiste sur la possibilité d'organiser l'élection dans les délais constitutionnels, alors que moi je le suis beaucoup moins car je vois les choses comme elles sont, ni le 8-Mars va élire le candidat du 14-Mars ni le 14-Mars va élire le candidat du 8-Mars. La division verticale du pays entrave la possibilité d'arriver à un accord dans les délais. Mais nous espérons quand même pouvoir parvenir à un accord. Nul n'est opposé à une entente sur un président centriste. Mais nous nous demandons comment cela pourrait-il se produire ; d'aucuns disent qu'il faut un président centriste, ou faible, et considèrent que le vide constitue un moyen de pression pour que le 8-Mars accepte n'importe quel président. Nous sommes conscients de cela. C'est pourquoi nous voulons l'élection d'un président avant le 25 mai. Mais si cela n'a pas lieu, nous devons rester attachés à l'élection d'un président fort doté d'une large représentativité. Les quatre pôles chrétiens représentent la majorité des chrétiens. C'est pourquoi le nouveau président doit soit être l'un d'eux, soit avoir leur accord après celui de Bkerké. S'il n'a pas ce double accord, il sera faible. »

Achraf Rifi, ministre de la Justice

« Samir Geagea est mon candidat favori à la présidence. Cependant, la relation aujourd'hui avec le Hezbollah est nécessaire pour garantir la stabilité et éviter la guerre civile. »

Nabil Qaouq, vice-président du Conseil exécutif du adjoint du Hezbollah

« Le problème principal retardant l'échéance présidentielle est l'entêtement du 14-Mars à soutenir un candidat de provocation. Le 14-Mars a prouvé, avec cette échéance, qu'il est le groupe des paris perdants. Il a cru avoir l'occasion convenable de faire parvenir un président qui renverse les constantes nationales. Le 14-Mars doit cesser les provocations et les manœuvres et doit se faire à l'idée qu'il n'a aucune chance de faire élire un candidat de défi. »

Rachid Derbas, ministre libanais des Affaires sociales

« J'ai mis au point et transmis au gouvernement une feuille de route pour le règlement du problème des réfugiés syriens au Liban. Le document pourrait apporter une lueur d'espoir au règlement de ce problème à long terme. Le problème des réfugiés syriens revêt désormais une dimension plus politique qu'humanitaire. »

Événements

- Quatre bergers, originaires du village de Chebaa, ont échappé à une embuscade tendue par les troupes israéliennes, à 400 mètres de la frontière, à Jabal Chehel, à l'ouest de Chebaa. Des soldats israéliens ont tenté de kidnapper les bergers, qui ont réussi à s'enfuir en direction d'un poste de la Finul. De leur côté, les soldats israéliens ont confisqué 100 chèvres, alors que les Casques bleus ont essayé de récupérer le troupeau et de rétablir le calme dans la zone. Par ailleurs, le commandant en chef de la Finul, le général Paolo Sierra, a affirmé que la situation est stable tout au long de la ligne bleue et dans les zones d'opération des Casques bleus. Le général Sierra, qui a été reçu par le chef de l'État, le président de la Chambre et le Premier ministre, a assuré que les différentes parties ont réitéré leur engagement à appliquer la **résolution 1701** du Conseil de sécurité des Nations unies et à arrêter, par conséquent, tout acte hostile.

- L'armée ukrainienne sera considérée comme une « force occupante » dans la région de Donetsk une fois proclamés les résultats du référendum sur l'autodétermination organisé dimanche dans l'est de l'Ukraine, a déclaré un chef séparatiste cité par l'agence Interfax. « Toutes les troupes présentes sur notre territoire après l'annonce officielle des résultats du référendum seront considérées comme illégales et déclarées occupantes », a dit Denis Pouchiline, chef de la « République populaire » autoproclamée de Donetsk. « Il est nécessaire de former dès que possible des organes d'État et des autorités militaires », a-t-il ajouté.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imadeddine Raëf (9 mai 2014)

Je pensais que l'affaire de Georges Ibrahim Abdallah avait entaché la démocratie française. Or, il n'en est rien. En réalité, cette 'démocratie' n'est qu'un masque qui couvre la laideur du visage de la France. Le respect des droits de l'homme et la criminalisation de la détention arbitraire et politique sont des slogans par lesquels la France n'est point concernée. Ceux-là ne sont appliqués, par contrainte, que dans notre pays, dont certaines rues portent toujours les noms des occupants. Georges, l'homme, a purgé sa peine, ayant été accusé d'un crime dans lequel son implication n'a pas été prouvée. Nombreux sont ceux qui ont chuté, qui ont changé de position durant les années de leur détention, qui ont changé de cause et d'ennemis. Mais lui, il a tenu bon. peut-être les longues années d'incarcération lui ont-elles permis de méditer les choses et de les examiner avec du recul.

As-Safir (9 mai 2014)

Nabil Haitham

Il est certain que le Liban se retrouvera à partir du 26 mai 2014 et jusqu'à nouvel ordre sans président. Pour les uns, le paysage présidentiel au Liban est tributaire des échéances régionales, telles les élections présidentielles en Égypte, celles qui se tiendront en Syrie, les développements militaires survenus dans le cadre de la crise syrienne, les négociations du 5+1 avec l'Iran. Partant, l'attentisme est le mot d'ordre. Un diplomate rapporte que la présidentielle dépend des démarches engagées par Washington, via son ambassadeur David Hale, dans l'objectif de rassembler les cartes et les données. Selon la source, ces démarches auraient conduit à plusieurs conclusions, dont notamment :

► 1. Selon des observateurs, les formations libanaises auraient fait une proposition sérieuse à Hale, évoquant la mise en place du périmètre de l'équilibre ou de l'équilibre quadripartite, qui consisterait à élire Michel Aoun à la présidence, Nabih Berry à la tête du Parlement, à désigner Saad Hariri à la présidence du Conseil, et à confier le ministère de l'Intérieur à Walid Joumblatt ou

à une personne de son choix. Les États–uniens auraient exprimé leur compréhension à l'égard de cette idée ;

- ▶ 2. Les Saoudiens sont présents dans cette échéance, mais ils se situent dans le camp US ;
- ▶ 3. Les Français ne jouent aucun rôle sérieux allant au-delà des vœux formulés par le président français à Walid Joublatt, par lesquels il a invité ce dernier à jouer un rôle pivot dans cette échéance ;
- ▶ 4. Le slogan des Iraniens dans le dossier présidentiel est : L'élection présidentielle est une affaire libanaise ;
- ▶ 5. Avant le 25 mai 2014, il n'y aura pas de décision états–unienne concernant l'échéance ;
- ▶ 6. Les États–uniens sont conscients qu'aucun des quatre pôles maronites ne pourra accéder à la présidence. Ils auraient soulevé en coulisses la question suivante : Comment serait-il possible de surmonter l'obstacle que représente Michel Aoun ? On leur aurait répondu : La meilleure issue serait de convaincre le chef du CPL de nommer le futur président et de faire accéder à la présidence 'un Tammam Salam chrétien', en d'autres termes, tout comme Tammam Salam est issu du Bloc de Saad Hariri, le président de la République sera, le cas échéant, issu du bloc de Aoun.

An–Nahar (Quotidien libanais proche du 14–Mars)

Sabine Oueiss (9 mai 2014)

La prorogation du mandat du président Michel Sleiman ne se pose plus. Cette idée avait fait du chemin jusqu'à l'automne de l'année dernière, grâce à des efforts français assidus sur base d'un mandat US. Par ailleurs, des sources diplomatiques influentes ont indiquée qu'attendre des arrangements régionaux et internationaux sur l'échéance présidentielle dans les circonstances actuelles serait de l'aventurisme, voire un pari risqué. Il est encore temps de sauver cette échéance par sa libanisation complète, d'autant que les puissances extérieures conviennent, pour la plupart, de la nécessité de ne pas s'ingérer dans ce processus.

Les pressions diplomatiques iront crescendo d'ici le 25 mai en vue du déroulement de la présidentielle à la date prévue. Les ambassadeurs de l'Union européenne, de France, des États–Unis et d'Arabie saoudite prendraient part à ces pressions sans que cela

n'implique un soutien à tel candidat aux dépens de tel autre.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Johnny Mnayyar (9 mai 2014)

Le président français François Hollande tente de regagner les points que son pays avait perdus dans la région, en réactivant le rôle qui est traditionnellement celui de la France au Liban, par le biais de contacts avec le député Walid Joumblatt, ce dernier s'apprêtant d'ailleurs à se rendre bientôt à Paris. Ses démarches semblent toutefois piétiner, alors que celles de la Grande-Bretagne ont réussi une percée dans les contacts avec le Hezbollah, avec la bénédiction absolue des États-Unis.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Hiyam Kosseify (9 mai 2014)

Désormais, la grande majorité des forces politiques est convaincue que le Liban sera confronté inéluctablement au vide, en dépit des démarches politiques intensives qui sont entreprises en vue d'assurer le déroulement du scrutin avant le 25 mai. Paradoxalement, l'on assiste à une pléthore de mises en garde contre le vide, sachant que la tournure prise par les choses tant sur le plan chrétien, libanais que régional, et l'atmosphère qui régnait sur le pays n'auraient pu déboucher que sur un tel dénouement fâcheux et inévitable : le président de la République quittera le Palais de Baabda, en l'absence d'un successeur.

► Depuis des mois, Michel Aoun est conscient qu'il n'accèdera pas au Palais de Baabda. Les partisans du Futur ne pourront pas oublier les propos qu'il avait tenus contre eux. Samir Geagea sait lui aussi qu'il ne pourra être élu à la présidence, même s'il obtient les votes de toutes les composantes du 14-Mars, le camp adverse refusant même de le considérer comme partenaire politique. Michel Sleiman s'est rendu compte, quant à lui, que la prorogation de son mandat était une option exclue, d'autant que tous les ponts entre lui et le Hezbollah ont été coupés. Les maronites savent donc depuis des mois qu'ils n'ont aucun mot à dire dans l'échéance. Pis encore, le Liban dans son ensemble n'y a aucun mot à dire, car le mot de passe régional n'a pas encore été donné. Les Libanais n'ont reçu jusqu'à l'heure que des indications insinuant l'éventualité de l'installation du vide au pouvoir. De ce fait, le vide est devenu

aujourd'hui une nécessité régionale, d'autant qu'il y a besoin de forger un compromis régional à même de régler la situation dans les pays de la région traversés par des tensions sunnito-chiites, notamment en Irak, en Syrie et au Liban.

Al-Akhbar (8 mai 2014)

Alors que l'élection du futur président demeure tributaire du dialogue entre le Courant du futur et le Courant patriotique libre (CPL), Walid Joumblatt a entamé des démarches visant à assurer l'élection d'un président qui ne ressemble ni à Michel Aoun, ni au chef des Forces libanaises Samir Geagea. M. Joumblatt cherche à obtenir que le 8 et le 14-Mars nomment un troisième candidat qui ressemble à Henri Hélou, mais l'aboutissement de cette initiative dépend toujours du bilan des rencontres Aoun-Hariri. Les fuites provenant du CPL et du CDF en ce qui concerne le bilan de ces rencontres sont contradictoires. Les propos tenus par les aounistes et les haririens sont si divergents qu'on a l'impression, à les entendre, que ces rencontres ne sont rien d'autre qu'un dialogue de sourds. Lors du débat portant sur l'éventualité de proposer des candidats consensuels, Gebran Bassil s'est fermement opposé à tout autre nom que celui de Michel Aoun, en opposant également son veto aux noms du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, et des anciens ministres Jean Obeid et Ziyad Baroud.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

(9 mai 2014)

Selon des sources du parti des Kataëb, Amine Gemayel met l'accent lors de ses rencontres avec les pôles chrétiens sur cinq points qui permettraient, selon lui, de barrer la route face au sabotage du quorum et de mettre en place un mécanisme visant à éviter le vide :

- ▶ 1. Le candidat parmi les pôles maronites qui serait incapable de remporter la présidentielle devra se retirer au profit d'un autre candidat ;
- ▶ 2. Il est nécessaire de séparer le compromis politique de l'échéance électorale, car le compromis n'est pas encore prêt, étant tributaire des dossiers régionaux ;
- ▶ 3. S'assurer de la participation des députés chrétiens aux séances électorales ;

- ▶ 4. Le candidat qui gagnera sera appelé à ne pas écarter les autres forces chrétiennes qui étaient en lice ;
- ▶ 5. Au cas où il serait difficile d'assurer l'accession à la présidence de l'un des quatre pôles chrétiens, les autres formations politiques auraient tendance à s'entendre sur un 5ème candidat, qui le cas échéant, serait faible.

Al-Raï (Quotidien jordanien, 9 mai 2014)

L'armée de l'air jordanienne a annoncé avoir détruit deux véhicules qui tentaient de pénétrer le territoire du royaume depuis la Syrie avec une grande quantité de produits de contrebande.

« Les gardes-frontières ont déjoué samedi matin une tentative d'entrée sur le territoire de voitures transportant des produits de contrebande en provenance de Syrie », affirme une source responsable du commandement général des forces armées.

Un hélicoptère de combat de l'armée de l'air a détruit deux voitures dans lesquels « une grande quantité de produits de contrebande ont été trouvés », précise la même source, sans plus de détails sur la nature des produits en question ou les personnes qui se trouvaient à bord des véhicules.

Les autorités avaient annoncé au début de l'année que la contrebande d'armes entre la Jordanie et la Syrie avait augmenté de 300 % en 2013.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanaise proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (9 mai 2014)

Bkerké est actuellement une ruche entièrement occupée par la réalisation de l'élection présidentielle avant le 25 mai. Les visiteurs se succèdent, pour l'essentiel des personnalités chrétiennes, qui viennent sonder le patriarche Raï ou lui soumettre des propositions. Certaines font des déclarations aux journalistes, d'autres préfèrent rester discrètes, mais les concertations vont bon train, avec une obsession : éviter une vacance à la tête de la République. Parmi les personnalités les plus actives, les journalistes signalent les noms de l'ancien ministre Abdallah Farhat et de l'ancien vice-président de la Chambre Élie Ferzli, très concernés par les tractations pour la présidentielle.

Les visiteurs de Bkerké rapportent ainsi que le patriarche ne veut

absolument pas arriver au vide constitutionnel à la présidence et qu'il ne peut pas imaginer l'idée qu'à partir du 25 mai, les lumières du palais de Baabda pourraient s'éteindre et le bâtiment fermer tristement ses portes alors que les autres institutions de l'État continueront de fonctionner comme si de rien n'était. Pour éviter un tel scénario, plusieurs possibilités sont envisagées. Il a été ainsi question de proroger le mandat du président Michel Sleiman pour une durée d'un an, sous le titre de la gestion des affaires courantes présidentielles, le temps que la situation se décante. Mais outre le fait que M. Sleiman lui-même n'est pas en faveur d'un tel scénario, celui-ci n'a aucun fondement juridique ou constitutionnel. Il a donc fallu chercher d'autres possibilités, surtout face à l'appréhension insistante du patriarche Raï d'un vide constitutionnel au niveau de la présidence qu'il ne cesse d'évoquer devant ses interlocuteurs. Mgr Raï penserait même qu'un président à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions est préférable au vide constitutionnel, en raison du symbolisme que représente le palais présidentiel fermé, alors qu'il s'agit de la seule présidence chrétienne dans le monde arabe. D'ailleurs, le Vatican lui aussi pousse dans le sens d'une élection avant le 25 mai. Ce qui constitue une divergence par rapport à la position du CPL et du 8-Mars qui estiment que la perspective d'un président fort, capable d'être un partenaire à part entière avec les autres composantes de la nation, vaut bien une vacance pour quelques mois. D'autant que selon des informations précises, au cours de la dernière rencontre entre le chef du courant du Futur Saad Hariri et le ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil, le premier aurait demandé un délai avant de donner une réponse définitive afin de « procéder à quelques arrangements internes ». En même temps, et contrairement à ce qui a été dit dans la presse, le retour au Liban de l'ambassadeur d'Arabie saoudite, Ali Awad Assiri, n'est absolument pas lié à l'échéance électorale. L'ambassadeur est revenu au Liban pour une courte période, le temps de faire ses adieux protocolaires aux responsables libanais à la veille de son départ pour le Pakistan où il vient d'être nommé. Autrement dit, l'Arabie saoudite n'a pas encore commencé à s'occuper sérieusement du dossier présidentiel libanais. Certains milieux diplomatiques pensent qu'elle attend l'évolution d'autres dossiers

régionaux comme celui des élections législatives irakiennes. Ces milieux pensent ainsi qu'Ibrahim Jaafari, plus proche des Saoudiens, pourrait remplacer Nouri al-Maliki à la tête du gouvernement irakien, bien que tous les deux appartiennent au même bloc.

Mais de toute façon, toujours selon ces mêmes milieux, il est de plus en plus question d'une visite secrète qu'aurait effectuée un responsable iranien à Riyad. Ce qui devrait donner une nouvelle impulsion aux relations entre l'Arabie et l'Iran qui aurait forcément des répercussions positives pour le Liban.

Le problème est que dans la région, les choses bougent lentement, alors que le temps presse au Liban. Pour tenter de rassurer le patriarche Raï, des personnalités du 8-Mars lui auraient proposé hier de paralyser les autres institutions étatiques si un nouveau président n'est pas élu avant le 25 mai. Les ministres du 8-Mars et alliés cesseraient ainsi de participer aux réunions du gouvernement et les députés de se rendre au Parlement. Ces personnalités ont affirmé au patriarche que le Hezbollah est d'accord pour exécuter un tel plan s'il peut rassurer Bkerké.

Selon les visiteurs d'hier à Bkerké, le patriarche aurait écouté attentivement cette proposition, tout en exprimant des réticences car il ne souhaite pas que le pays soit plongé dans une crise généralisée qui pourrait se répercuter sur la situation socio-économique. D'un autre côté, certaines ambassades occidentales ont eu vent de cette possibilité et elles ont immédiatement réagi en envoyant des émissaires à Bkerké pour tâter le terrain. Ces ambassades ne sont pas favorables à cette idée, d'autant qu'elles ont poussé en faveur de la formation d'un gouvernement rassembleur justement pour empêcher une déstabilisation du pays et une paralysie des institutions. Si cette idée devait se concrétiser, elle aboutirait à l'anéantissement de leurs efforts en vue de préserver la stabilité du Liban. Les personnalités du 8-Mars qui ont lancé cette proposition pensent qu'elle pourrait, dans ce contexte, constituer un moyen de pression sur les parties locales, mais aussi sur les instances internationales et régionales pour accélérer le processus de l'élection présidentielle. Ces personnalités précisent qu'au sein de l'administration américaine, il existe actuellement deux approches au sujet de la situation libanaise. La première

estime que la préservation du 14-Mars est une priorité parce que son rôle n'est pas fini et la seconde estime au contraire qu'il est temps de redistribuer les cartes internes et de sortir de cette division verticale entre 8 et 14-Mars qui paralyse le pays depuis 2005. Cette division aurait ainsi fait son temps et il serait bon de passer à autre chose. C'est dans ce sens que cette approche appuie l'ouverture du CPL sur le courant du Futur. Le débat n'a pas encore été définitivement tranché. Ce qui augmente la confusion générale, interne et externe.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « Liban : pas de salut sans véritables réformes », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 13 mai 2014, www.voltairenet.org/article183754.html